

« L'absence de réaction illustre la dérive dramatique de l'UE »

THOMAS LEMAHIEU

Francis Wurtz, Député honoraire au Parlement européen.

ENTRETIEN Pour l'ancien eurodéputé de la GUE-NGL, quinze ans après une première alerte avec Jorg Haider, c'est l'inertie des institutions européennes qui doit être mise en cause.



NORBERT HOFER, CANDIDAT DU FPÖ, LA FORMATION D'EXTRÊME DROITE AUTRICHIENNE, NE SERA PAS LE PRÉSIDENT AUTRICHIEN. MAIS, MANIFESTEMENT, IL S'EN EST FALLU D'UN CHEVEU... COMMENT RÉAGISSEZ-VOUS ?

FRANCIS WURTZ C'est évidemment un soulagement ! Cela prouve qu'il y a du répondant dans la société autrichienne, comme c'était déjà le cas en 2000 avec les rassemblements géants à Vienne. Cela étant, le problème reste entier : si rien ne change, le prochain chancelier, dans deux ans, sera le patron du FPÖ ! On dit que ce parti s'est « dédramatisé » : je rappelle que sa tête de liste aux dernières élections européennes a déclaré que l'UE menaçait de devenir un « conglomérat de nègres » ; que « le IIIe Reich était libéral à côté de l'UE » et que, mis à part les Allemands et les

Autrichiens (sic), « les autres commencent à travailler à 11 heures »...

CELA NE SORT PAS DE NULLE PART, S'AGISSANT DE L'AUTRICHE...

FRANCIS WURTZ Cela renvoie à ce qui s'est passé en 2000 quand Jorg Haider, le leader du FPÖ, était devenu vice-chancelier, associé à un chancelier chrétien-démocrate. Rappelons-nous la réaction des institutions européennes de l'époque : cela avait provoqué un branle-bas de combat dans l'Union européenne. Je me souviens très bien du débat autour des sanctions à appliquer à ce gouvernement autrichien. Ces sanctions ont été partiellement mises en oeuvre d'ailleurs. Et quand le président autrichien était venu au Parlement européen pour plaider en faveur d'une forme de clémence de l'Union européenne, il avait été accueilli, y compris par la présidente (de droite) de l'institution, Nicole Fontaine, au grand dam de son groupe politique, avec des paroles très dures sur l'incompatibilité entre ce qui se passait en Autriche et les valeurs européennes. Rien de tel aujourd'hui. Cette attitude illustre la dérive dramatique de l'Union européenne aujourd'hui.

JEAN-CLAUDE JUNCKER ET PIERRE MOSCOVICI PARLENT D'« INQUIÉTUDE », DE « PRÉOCCUPATION »...

FRANCIS WURTZ C'est bien le moins ! Il y a dans les traités européens le fameux article 7 qui permet de mettre en quelque sorte un État membre au ban des institutions, avec, y compris, le gel de son droit de vote, s'il contrevient de façon claire et répétée aux valeurs fondamentales de l'Union européenne. Donc, le problème n'est pas tellement de savoir si, à titre personnel, un commissaire se sent préoccupé ou non ; la question, c'est plutôt : quelle attitude institutionnelle est affichée pour tracer une ligne rouge qu'on n'a pas le droit de franchir si l'on veut faire partie de l'Union européenne.

QUE PENSER DE LA MISE EN AVANT DE LA CRISE DES RÉFUGIÉS COMME CARBURANT DU VOTE POUR L'EXTRÊME DROITE EN AUTRICHE ?

FRANCIS WURTZ On analyse les résultats en Autriche par ce biais, oui... Sauf que, en se rappelant l'épisode Haider, on voit bien qu'on ne peut pas en rester là ! À l'époque, il n'y avait pas de problèmes des réfugiés et un parti de type fasciste partageait le pouvoir avec la démocratie chrétienne. Il faut donc voir que le terreau manifestement très fertile pour l'éclosion des idées d'extrême droite en particulier un système politique sclérosé n'a pas du tout été changé pendant ces quinze ans. Cela permet de mesurer la responsabilité énorme des deux partis, SPÖ (social-démocrate) et ÖVP (démocrate-chrétien), qui se sont partagé le pouvoir pendant toutes ces années en Autriche. Espérons que cette alerte rouge conduise en France les forces sincèrement de gauche à se rassembler autour de mesures significatives d'une vraie volonté de changement et de nature à faire renaître l'espoir.